

- Le programme national de réduction des pesticides 2023-2027 vient d'entrer dans la dernière phase avant son adoption.
- Écolo/Groen se dit déçu et dénonce un plan qui manque d'ambition.

# Le nouveau plan pesticides rate-t-il sa cible ?

Le Nationaal Actie Plan d'action national (Napan) vise à réduire l'utilisation des pesticides et leurs impacts sur l'environnement et la santé publique. Il s'adresse tant aux professionnels qu'aux particuliers. De la vente des produits phytosanitaires à leur utilisation, en passant par les conséquences sur l'environnement: onze grands thèmes y ont été développés.

Au total, il aura fallu plus de deux ans pour que l'esquisse de ce plan voie le jour. Les discussions relatives au Napan 2023-2027 ont débuté en juillet 2020, en concertation avec les cabinets et les différentes parties prenantes. "On retrouve par exemple l'industrie du bio-contrôle, qui représente ceux qui vendent des alternatives aux pesticides, mais aussi des associations représentant les consommateurs, la protection de l'environnement, les syndicats agricoles, etc." détaille le D<sup>r</sup> Vincent Van Bol, coordinateur du Plan fédéral de réduction des produits phytopharmaceutiques (PFRP). Sont également invités à la table des discussions les producteurs de produits phytopharmaceutiques et les représentants des vendeurs de pesticides à destination des consommateurs amateurs. "Nous avons aussi invité toute une série de techniciens et de scientifiques, de centres de recherche et d'études ainsi que des universités", précise le scientifique.

## La déception d'Écolo/Groen

Le plan prévoit des dizaines de projets, tant au niveau fédéral que régional. Bon nombre de ces actions sont prolongées depuis le programme actuel, même s'il y a quelques nouveautés. Le Napan prévoit par exemple un suivi de l'utilisation des pesticides pour les utilisateurs professionnels, l'extension de l'inspection à l'avantage d'appareils de pulvérisation, la



Le plan d'action s'adresse tant aux particuliers qu'aux professionnels.

création d'un pictogramme "dangereux pour les abeilles", ainsi qu'un accroissement de la visibilité des produits à faible risque. Mais pour Écolo/Groen ces avancées sont trop maigres.

Les verts estiment en effet que le plan de réduction des pesticides manque cruellement d'ambition, malgré les promesses inscrites dans l'accord du gouvernement fédéral.

"Ce qui me paraît choquant, c'est que le contexte dans lequel il s'inscrit est invisible, dénonce la députée Séverine de Laveleye. On ne parle pas du tout des crises de la biodiversité, ni de l'ampleur des problèmes de santé liés aux pesticides." La députée souligne également certaines formulations, qu'elle attribue à "la relecture des lobbies" qui "refusent qu'on explique noir sur blanc le rôle des pesticides dans l'effondrement des écosystèmes et sur l'impact sur la santé". "Le Napan

tants du Napan. "Il n'y a rien sur l'exportation des pesticides alors que la Belgique est l'un des plus gros exportateurs; rien sur les dérogations alors que la Belgique est l'un des États européens qui dérogent le plus; rien sur les positions internationales..."

Des reproches que le D<sup>r</sup> Vincent Van Bol tient à remettre en contexte. "Nous, on s'occupe de ce qui est légal, note le coordinateur. En ce qui concerne l'exportation de pesticides, par exemple, c'est juste une question d'exportation de l'industrie, tout comme on exporte les mitraillettes de la FN Herstal, souligne-t-il. C'est le même genre de positionnement, et je ne suis pas sûr qu'il y ait un ministre fédéral qui veuille limiter l'exportation de nos entreprises chimiques, car c'est ça que cela veut dire, clarifie-t-il. En tout cas, ce n'est pas dans le domaine de la protection de la santé publique", insiste le coordinateur.

## Trop technique, pas assez accessible ?

Le dernier point soulevé par Écolo/Groen est la technicité du dossier. Il juge le processus "totalement inaccessible pour le grand public" et "trop peu inclusif". Le programme a été soumis pendant trois mois à une consultation publique qui a touché à sa fin le 20 mars. Au total, près de 1000 commentaires ont été envoyés.

Une participation jugée "importante" du côté de l'administration, même si l'on admet que la consultation publique était "un peu compliquée". "On remarque que beaucoup de gens donnent des commentaires généraux et ne prennent pas vraiment le temps de lire", note le D<sup>r</sup> Van Bol, qui pointe aussi un problème de compréhension. "L'aspect technique fait qu'il y a pas mal de gens qui ne comprennent pas, qui nous demandent des choses qui sont déjà là mais énoncées autrement."

Quoi qu'il en soit, le Napan est désormais sur les rails. Son approbation est attendue d'ici à novembre 2022, pour une mise en œuvre au début de l'année 2023.

Aurélié Demesse

**"On ne régule pas du tout."**

**Séverine de Laveleye**

La députée fédérale Écolo estime que le projet de plan manque cruellement d'ambition et qu'il ne répond pas aux engagements de l'accord gouvernemental.